

# Education : À l'école du libéralisme

samedi 8 septembre 2007, par [JOHSUA Samuel](#) (Date de rédaction antérieure : 6 septembre 2007).

**Formant la main-d'œuvre, l'éducation est également un instrument de domination idéologique.**

Sommaire

- [Conformation](#)
- [École réactionnaire](#)

En 1895, le socialiste Jean Jaurès écrivait : « *L'égalité intellectuelle de tous les citoyens rendra plus flagrante et plus intenable leur inégalité sociale. [...] De là, les déclarations contre l'éducation "de luxe" qui ne fait que des déclassés [...]. On sent qu'une instruction donnée au peuple achèverait l'ébranlement des vieilles iniquités. Dans la partie militante du peuple, au contraire, grandit le sentiment que l'instruction "intégrale", c'est-à-dire humaine, est la condition même de l'émancipation.* » [1] Cent ans plus tard, en 1995, la Commission européenne déclarait : « *L'éducation est un service rendu à l'économie.* »

Le capitalisme ne peut fonctionner comme un système économique « pur ». Il nécessite, entre autres, un appareil éducatif, lequel, de ce point de vue, est comparable en partie à un appareil d'État et potentiellement sensible au marché. C'est à un investissement public massif qu'a échoué, en France, d'assurer la formation minimale de la main-d'œuvre au sens du lire-écrire-compter. Mais, du fait même de son rôle politique, l'État occupe une fonction de représentation des intérêts généraux de la classe dominante, en même temps que de la gestion des équilibres avec les classes dominées.

On peut être certain que, nonobstant les injonctions des libéraux les plus durs, aucun État de ce type ne se délestera du contrôle idéologique des fonctions éducatives. Les gouvernants cherchent donc à assurer, au profit du capital, un niveau de formation nécessaire à son fonctionnement courant (mais si possible strictement limité à ce niveau), tout en agissant pour que, au niveau idéologique, le contenu de celle-ci non seulement permette le moins d'armement futur de la contestation sociale, mais encore assure une légitimation du système de domination. Cet équilibre n'est jamais facile à réaliser, ce qui amenait Brecht à affirmer : « *Pour maintenir leur domination, ils ont besoin d'un potentiel de raison chez les masses, égal à celui dont les masses ont besoin pour supprimer leur domination.* » Vision peut-être trop optimiste en l'occurrence, l'évolution du marché du travail montrant aujourd'hui une forte segmentation, la nécessité de former plus de personnes qualifiées allant de pair avec une tout aussi importante déqualification à l'autre bout de la chaîne.

## Conformation

Comme dans tous les autres domaines, l'offensive libérale en éducation (privatisation, marchandisation, sélectivité accrue du système, mise en concurrence des établissements sous prétexte d'autonomie, etc.) contribue à déplacer les arbitrages de l'État du côté des classes dominantes, en modifiant l'architecture générale du système, les contenus enseignés et la manière de les enseigner. En plus de l'étroite adaptation recherchée aux besoins économiques capitalistes, il

y a dans cette évolution un versant proprement idéologique dont il convient de mesurer les dangers.

Le premier, de loin le plus inquiétant, concerne la définition des finalités mêmes de l'éducation. Interrogées au cours de plusieurs enquêtes, les catégories populaires placent très haut la fonction « insertion professionnelle », partageant ainsi pleinement la définition de la Commission européenne. Voilà qui appuie l'atténuation, voire la suppression de tout aspect critique dans la transmission des connaissances. C'est ainsi que le Conseil européen de Lisbonne, en 2001, a défini les « compétences sociales » (qui font partie des « compétences de base ») : « *La confiance en soi, l'indépendance, l'aptitude à prendre des risques et les compétences relatives à l'esprit d'entreprise.* » Dans le document de synthèse sur les objectifs de l'enseignement, ceci se traduit significativement par : « *Les écoles devraient également exploiter les contacts qu'elles entretiennent avec les entreprises de leur environnement direct, dans le but de présenter des entreprises performantes comme modèles dans le cadre de leurs cours d'éducation civique.* »

Comme l'indique plus clairement encore l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en 2002, l'éducation doit favoriser « *la capacité d'acquérir des compétences et de les renforcer, notamment la capacité d'apprendre, de définir ses besoins de formation et de gérer son activité apprenante ; l'aptitude à trouver les meilleurs endroits où utiliser ses compétences, qui comprend l'aptitude à se fixer un plan de carrière, l'aptitude aux recherches d'emploi et la capacité de marier les buts professionnels et personnels ; les caractéristiques personnelles (comme la loyauté), qui valorisent davantage l'intéressé aux yeux des employeurs, dans la mesure où il est probable qu'il va utiliser ses compétences de façon productive. La motivation est vraisemblablement capitale* ».

## École réactionnaire

On remarquera aisément que les questions liées à « l'esprit critique », à la « mise en ordre du monde » (condition de sa contestation possible) sont totalement absentes. C'est comme ceci que l'on doit comprendre aussi les tentations de retour à l'ordre moral, les attaques contre « la pensée de 68 », qui fait désormais le fond commun de la droite française (et même, semble-t-il, d'une partie de la gauche). C'est une erreur de perspective qui a souvent fait croire que la politique libérale, la modernisation en vue de l'adaptation à l'économie globalisée auraient une contrepartie dans une glorification « libertaire » de l'individu. C'est possible, mais ce n'est pas automatique. L'évolution récente - aux États-Unis singulièrement, mais aussi en Europe et en France - va plutôt dans un sens différent : un libéralisme sans limite en économie, combiné avec une vision purement réactionnaire du système de valeurs sociales à promouvoir. La polémique, encore vivace, sur le bilan du colonialisme en fait foi, s'il en était besoin...

Une des composantes majeures de la résistance au libéralisme éducatif est donc bien le débat sur les valeurs. Or, les mêmes populations qui, pression du chômage aidant, en tiennent pour une école de « l'insertion », continuent en même temps à placer en tête de ces valeurs « la transmission des connaissances ». Bon terrain de départ qui, dans la filiation de Jaurès, doit nous permettre de défendre une école « intégrale », comportant certes un volet de formation professionnelle, mais toujours avec les moyens d'en maîtriser le sens. Une école dans laquelle les « connaissances », loin d'être limitées à des compétences éclatées sont liées aux produits historiques des cultures humaines. Dans laquelle, finalement, est en jeu le moyen donné à chacune et chacun de construire ses rapports au monde, aux autres, à soi-même, et de les changer si nécessaire. La manière d'y parvenir reste un objet de débats à gauche, parfois vifs, touchant à la nature des matières à étudier en priorité, comme à la manière de le faire. Débats salutaires, à condition de ne pas céder d'un pouce aux valeurs idéologiques que le libéralisme éducatif cherche à imposer avec de plus en plus

de virulence.

---

**P.-S.**

\* Paru dans Rouge n° 2217 du 6 septembre 2007.

---

## Notes

[1] Jean Jaurès, « L'État socialiste et les fonctionnaires », *La Revue socialiste*, avril 1895.